

## Cinq ans après #MeToo

#MeToo, cinq ans plus tard : la parole des femmes est-elle enfin libérée ? Et écoutée ? Pour quels changements dans la société ? Jusqu'à samedi, « Le Soir » ouvre le dossier et le débat.

4/4

GENRE

# Balance ton quoi : un jour peut-être

La vague #MeToo a déboulonné quelques personnalités du nord du pays. Au sud, la libération de la parole a pris une forme plus diffuse mais tout aussi forte, notamment avec le #BalanceTonBar fin 2021.

MAXIME BIERMÉ  
FANNY DECLERCQ

L'artiste Jan Fabre, le producteur de télé flamand Bart De Pauw, le directeur du théâtre des Tanneurs, David Strosberg... En Belgique, la liste des personnalités « metooisées », soit condamnées pour des faits de harcèlement sexuels ou ayant été poussés à la démission, est brève et essentiellement composée de noms néerlandophones.

La vague de libération de la parole venue des États-Unis serait-elle restée coincée au niveau de la frontière linguistique ? « Absolument pas », répondent en chœur les interlocutrices et interlocuteurs contactés par *Le Soir*. « #MeToo va bien au-delà de "faire tomber des hommes violents médiatiques" », entame Sabine Panet, rédactrice en chef du magazine féministe *Axelle*. « #MeToo ce n'est pas "lui aussi", c'est "moi aussi". Les femmes parlent, racontent ce qu'elles vivent, sans toutes pointer nommément leur agresseur. »

Il n'empêche que le sud de la Belgique semble étonnamment épargné par le phénomène. « Il n'y a effectivement pas de bouc émissaire côté francophone », constate Annalisa Casini, chargée de cours à l'UCLouvain. « Il faut dire qu'il y a moins de personnages médiatiques. Les francophones ont une approche des people moins anglo-saxonne que le nord du pays. Qui peut citer spontanément trois acteurs stars belges ? Au sud,

il y a toujours une tendance à minimiser la notoriété, c'est vraiment une autre culture. »

Dans les milieux artistiques noir-jaune-rouge, c'est aussi la proactivité des politiques qui a joué, selon David Paternotte, directeur de l'Institut de Sociologie de l'ULB. « On ne peut pas dire que quand on creuse, il n'y a rien derrière... Le dossier a été pris à bras-le-corps par le monde politique très tôt, et cela a peut-être contribué à ce que ça ne sorte pas avec la même violence ou visibilité que dans d'autres contextes. Mais les mobilisations sont bien là ! » Qui dit petite Belgique, dit petits milieux aussi, où tout le monde connaît tout le monde. Selon la sociologue, le « coût de la dénonciation » élevé dans une communauté francophone minuscule peut également être un élément d'explication.

## L'onde de choc #BalanceTonBar

Ce « coût » n'a toutefois pas empêché une flopée de collectifs féministes de prendre la parole pour dénoncer des violences et questionner le fonctionnement patriarcal de la société belge. Le milieu de la fête étudiante s'est rapidement démarqué avec les exemples du collectif féministe La Meute qui relaye la parole des victimes louvainistes sur les réseaux sociaux, ou du hashtag Folklore complice lancé par des étudiants de l'Université libre de Bruxelles.

Mais l'onde de choc la plus spectaculaire en Belgique francophone est à



nouveau partie d'un hashtag, #BalanceTonBar. À l'origine, il y a le compte du même nom créé par Maïté Meeus sur le réseau social Instagram. Elle y relaie des dizaines de témoignages de jeunes femmes agressées dans le quartier du Cimetière d'Ixelles, puis très vite d'autres lieux de fête bien connus des fêtards bruxellois sont également pointés du doigt. Des récits publiés en ligne qui ont débouché sur des manifestations et

une prise de conscience politique avec de nouveaux plans d'actions à la clé dans la capitale.

« Celles et ceux qui faisaient déjà un peu de boucan sont devenus plus visibles », confirme Annalisa Casini. « On constate que les mouvements où les faits de harcèlement sont dénoncés sont généralement ceux qui pèsent fortement dans la société concernée. En Belgique, il y a vraiment une culture de la

**L'onde de choc la plus spectaculaire en Belgique francophone est partie d'un hashtag, #BalanceTonBar.** © BELGA

## enseignement Les unifs ont mis le turbo pour entendre les victimes et sau

### REPORTAGE

PASCAL MARTIN

Les unifs francophones le répètent à l'envi : « L'université n'est jamais que le reflet de la société. Elle est donc aussi le lieu du harcèlement, du sexisme et des violences sexuelles. » Mais toutes l'affirment en chœur : elles veulent en finir avec ce fléau.

« #MeToo a libéré la parole et mis en évidence un phénomène plus répandu que l'on ne le pensait », constate Magali Thonon à ULiège. « C'est un déclin qui a poussé les universités à déployer des politiques et des outils visant à combattre le harcèlement et les violences sexuelles », ajoute Marthe Nyssens à l'UCLouvain.

Partout, sauf à Saint-Louis, des cellules dédiées ont été créées pour offrir une écoute aux victimes, ainsi qu'aux « lanceurs d'alerte ». Mais personne n'est dupe : si la parole se libère, il est clair que nombre de cas de harcèlement et de violences sexuelles restent sous les radars, les victimes tenant secrètes leurs blessures. « Il n'y a pas d'outils permettant de mesurer si les choses se sont globalement améliorées ou non », concède Magali Thonon. « Mais au moins la possibilité existe-t-elle désormais d'entendre et d'accompagner les victimes, ainsi que de prendre des sanctions contre les harceleurs si les faits sont avérés. »

### Objectif tolérance zéro

Les faits qu'ont à traiter ces cellules concernent dans leur grande majorité des étudiants. « Une majorité d'étudiantes plutôt, corrige Edith Antoine à l'UCLouvain, mais aussi des hommes fragilisés en raison de leur orientation sexuelle. Viennent ensuite des Erasmus

qui se sentent perdus et tout ce qui fait le sexisme et le harcèlement courants. » Des affaires de cœur, de sexe, d'amitié en péril, etc.

Concrètement, la personne est écoutée en toute confidentialité – « mais cet anonymat peut être un obstacle dans la mesure où il peut valoir d'être taxé de diffamation lorsqu'il faut agir », explique Diane Bernard à Saint-Louis. Un soutien psychologique est ensuite apporté à la victime. Ensuite lui est posée la question de l'action et du choix d'amener ou non le harceleur présumé à répondre de ses actes. Si un dossier est ouvert, une mesure disciplinaire peut aller jusqu'au renvoi. Dans les cas de viol, la victime qui le demande peut être accompagnée dans le dépôt d'une plainte. Mais en aucun cas, insiste-t-on, il ne revient à l'université de faire le travail de la police et d'instruire une affaire aussi grave.

Combien de dossiers de harcèlement traités chaque année ? « Une dizaine de cas », entend-on à l'ULiège. « Une vingtaine au maximum », répond-on à l'UCLouvain. Ces données doivent être corrélées avec le nombre d'étudiants et d'étudiantes qu'accueillent les universités.

Des relations tendues ou jugées inadéquates entre profs et étudiant(e)s sont également traitées à ce niveau. « C'est toutefois plus rare. Mais il est arrivé que l'on doive recadrer un professeur en lui disant que "non on ne dit plus ma petite demoiselle à une étudiante" », relate Edith Antoine. « Les cas prof-étudiants sont extrêmement minoritaires. Mais lorsque l'un d'eux est ramené, il est traité avec la plus grande célérité », renchérit Marc Labie, premier vice-recteur à l'UMons.

Les universités l'affirment : elles

mettent le paquet. « L'ULB a un message très clair : c'est tolérance zéro », assure le vice-recteur Alain Levêque. Partout des actions de prévention et d'information sont menées pour sensibiliser les étudiant(e)s et le personnel académique. Lors de l'accueil des « bleus », dans les guindailles, lors des activités folkloriques. On y parle de consentement, de respect de la diversité. On y éveille aux discriminations. Mais le chantier est immense. « On ne change pas les choses en un coup de cuiller à pot », tranche Alain Levêque. « Chaque année, de nouveaux étudiants et de nouveaux membres du personnel arrivent. Il faut alors recommencer le boulot. Sans tabou. »

#MeToo n'explique pas tout. Mais la prise de conscience dopée par le mouvement percole jusqu'au sommet des universités, parfois poussées dans le dos par des affaires très médiatisées qui nuisent à l'image de l'alma mater, comme à l'UCLouvain (lire ci-dessus). La lutte contre le harcèlement et les violences sexuelles sont mises entre les mains d'équipes qui s'étoffent progressivement, et rapportent au rectorat.

### L'état d'esprit des hommes blancs

#MeToo a amené également les universités à enclencher le turbo pour sortir de l'inégalité des genres dans la recherche et l'enseignement. A qualité égale, une femme aurait aujourd'hui « la même chance qu'un homme d'accéder au professorat ou à des fonctions de direction ». Tel est le message relayé. Mais les biais de genre sont coriaces. « La présence de femmes dans la recherche doit toujours être encouragée, insiste Annick Castiaux, la rectrice de l'UNamur. L'intelligence artificielle est programmée



Sur les campus, l'année académique 2020-2021 aura été marquée par une vague de dénonciations d'agressions sexuelles sans précédent. © PIERRE-YVES THIENPONT